

# Éliminer les subventions à la pêche



JUDITH LACHAPPELLE

*Les constats ne cessent de s'accumuler : les océans se vident, les stocks de poisson s'effondrent. Qu'attendent les gouvernements, à commencer par le Canada, pour agir ?*

Le spécialiste Daniel Pauly, de l'Université de Colombie-Britannique, souhaite la création de vastes zones où la pêche sera interdite... et la fin des subventions gouvernementales à cette industrie. Rien de moins.

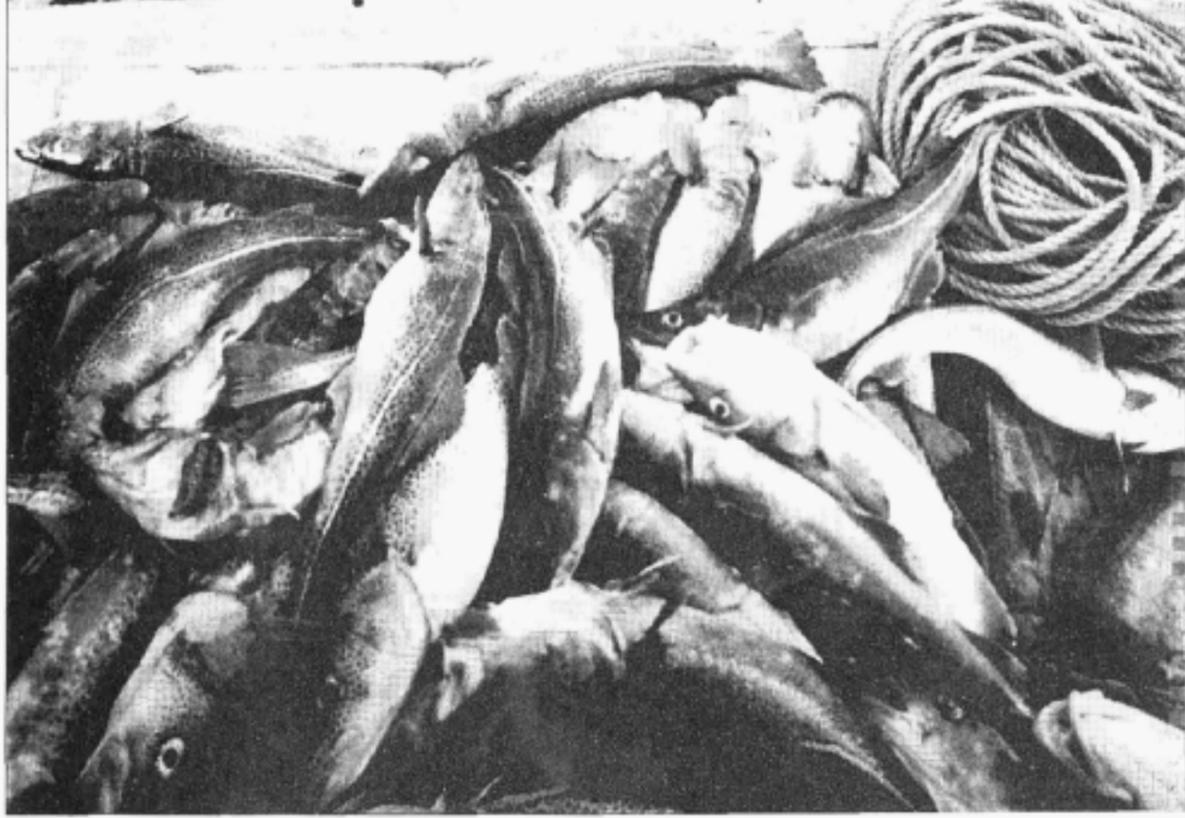
Le professeur est bien conscient qu'une telle mesure risque de faire rager les communautés qui vivent de la pêche. « Mais c'est une industrie qui devrait se débrouiller toute seule, a déclaré le scientifique en entrevue. Si les pêcheurs font faillite parce qu'il n'y a plus de poisson, ils devraient pouvoir le faire. Comme on ne construit plus de Volkswagen quand plus personne n'en veut ! L'idée que le contribuable subventionne quelque chose qui ne marche pas est absolument absurde. »

Daniel Pauly le dit sur toutes les tribunes : si les gouvernements ne prennent pas leurs responsabilités en restreignant les zones de pêche pour protéger les poissons, les gourmands de demain devront s'habituer à manger... du plancton. Il le répétera d'ailleurs demain au congrès de l'*American Fisheries Society*, qui se tiendra à Québec toute la semaine.

Difficile pour le simple consommateur de prendre toute la mesure de l'urgence, convient-il, puisque le comptoir du poissonnier est toujours aussi bien garni. « Mais la variété est maintenue non pas par un marché local, mais par un marché international. La vérité est qu'il y a moins de diversité qu'il y a 50 ans, quand les espèces locales étaient là. C'est une diversité artificielle. »

Si rien n'est fait, la variété des poissons ne pourra que décroître dans les prochaines années puisque même les mers les plus éloignées se vident à leur tour. Alors que, dans les années 50-60, la pêche était fabuleuse dans l'Atlantique Nord, elle s'est mise à décliner dans les années 70. « Mais les consommateurs ne l'ont jamais remarqué parce que c'est à ce moment que la pêche s'est déplacée vers le tiers-monde, raconte Daniel Pauly. On est arrivé au bout du monde vers la fin des années 80. Et c'est là que les prises globales ont commencé à diminuer... mais on ne le savait pas à ce moment ! Les prises globales semblaient augmenter dans les années 90, mais c'était parce que la Chine rapportait des prises trop grosses. » Sans parler du fait que les poissons produits en aquaculture étaient aussi comptabilisés dans les données mondiales. « Maintenant, on sait que, depuis la fin des années 90, les prises globales ont diminué. La catastrophe qu'on connaissait dans l'Atlantique Nord est mondiale. Il y a trop de pêche partout. »

Conséquence : selon une étude publiée en mai dans la revue scientifique *Nature*, la pêche industrielle a provoqué une baisse de 90 % des stocks de grands poissons marins, comme le thon et l'espadon, dans les océans du globe. Et depuis 50 ans, le prix du poisson a augmenté de quatre à cinq fois plus vite que celui des autres aliments, dit M. Pauly. « C'est le cas dans les pays du tiers-monde, où les poissons bon marché, qui constituaient la base de l'alimentation, sont devenus inabordables. Il y a pour eux des marchés extérieurs qui sont plus attrayants... »



Des pêcheurs de Terre-Neuve hissant leurs prises hors de l'eau, un geste menacé par une gestion déficiente des stocks de poissons.

La solution, selon lui, réside dans la création de vastes zones interdites à la pêche. Il est faux de croire que les chalutiers délinquants agissent seulement en eaux internationales, a l'abri des lois. « La plupart des grands stocks de poisson se trouvent à l'intérieur des zones économiques des pays. Au-delà de 2000 milles, il n'y a que des thons et des requins. »

Pour l'instant, les pays préfèrent

manifestement s'accuser entre eux de jeter illégalement leurs filets à l'eau. « Mais si un pays gerait ses stocks de façon exemplaire, il aurait l'autorité morale pour critiquer les autres. Et je crois que c'est comme ça que ça va se passer. Peut-être que ça viendra des États-Unis. »

Mais le consommateur qui se demande s'il ne devient pas complice de la catastrophe en mangeant un filet ou une dalle peut-il faire

quelque chose ? « L'idée que ce soient les citoyens qui doivent gérer indirectement les stocks de poisson, je trouve ça bizarre, réfléchit M. Pauly. Je pense par contre que les citoyens peuvent choisir des politiciens qui vont faire quelque chose. »

Le congrès de l'*American Fisheries Society* réunira plus de 1700 spécialistes à Québec pour faire le point sur le déclin universel des populations de poissons sauvages.